



**ENQUETES PANELS D’EVALUATION DE L’IMPACT SOCIOECONOMIQUE DE LA
COVID-19 SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES AU CAMEROUN**



TROISIEME PASSAGE

Volet ménage

Note d’orientation de politique

**Etude réalisée par l’Institut National de la Statistique avec l’appui de la Banque
mondiale**

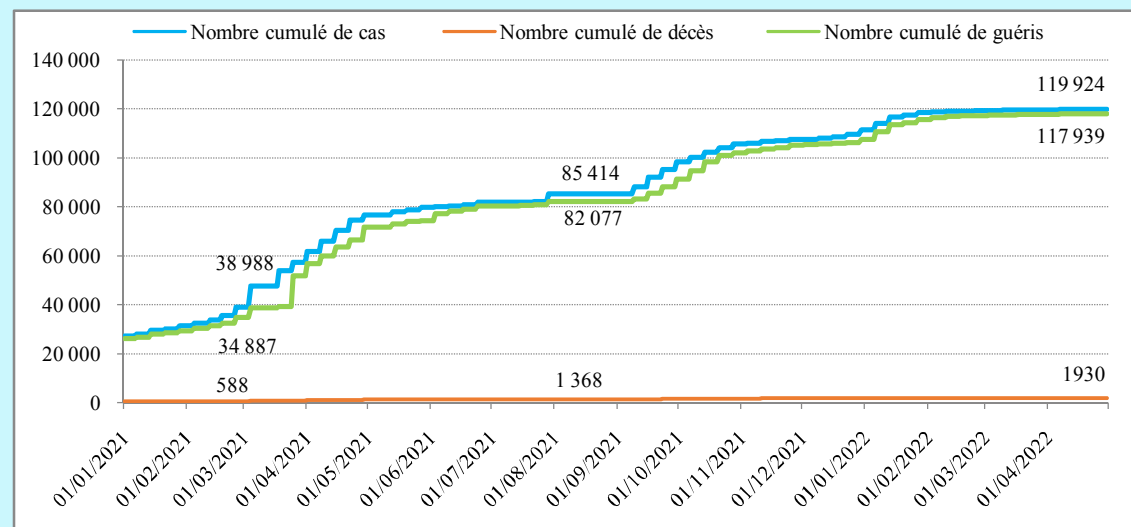


Août 2022

MESSAGES CLEFS

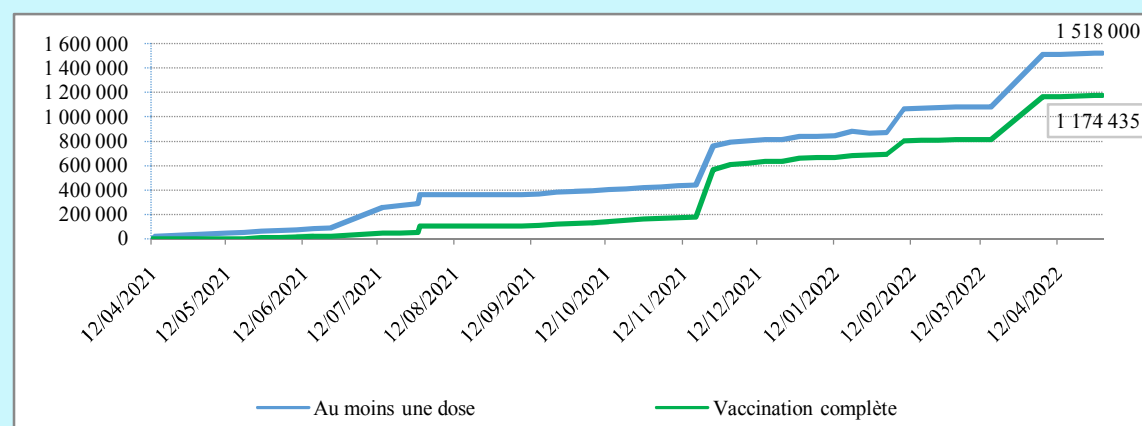
- La quasi-totalité des chefs de ménage interrogés, ont déjà entendu parler de la COVID-19 (le pourcentage est passé de 99,4% au premier passage à 100% au troisième passage). Le pourcentage de ceux d'entre eux qui pensent que c'est une maladie dangereuse est passé de 80% à l'évaluation faite en février 2021 à 90% en juillet 2021, puis à 85% en avril 2022.
- Parmi les ménages possédant une entreprise familiale, deux sur dix déclarent que leur activité économique a été fragilisée par la crise liée à cette pandémie.
- Plus de sept chefs de ménage sur dix se disent prêts à se faire tester gratuitement contre la COVID-19. Cependant, seuls près de quatre chefs de ménage déclarent être prêts à se faire vacciner contre la COVID-19, si un vaccin leur était proposé.
- Peu de ménages déclarent avoir reçu de l'assistance depuis le début de la pandémie. Les assistances reçues par les ménages proviennent plus principalement du Gouvernement, bien que le pourcentage de ceux qui l'ont reçu soit en décroissance de la première à la 3^e phase (60,4%, 48,1% et 46,6%).
- Moins de la moitié des ménages (44,3%) ayant des enfants en cours de scolarité était au courant des cours postés par le ministère des enseignements secondaires sur son site internet des leçons pour ses apprenants.
- Sept ménages sur dix sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 44,0% en situation d'insécurité sévère.

Graphique 1.1 : Évolution du nombre cumulé de cas d'infections et de décès de la COVID-19 au Camerounde janvier à juillet 2021



Source : Rapports de situation COVID-19, N°62 à 127, 2021-2022, CCOUSP / MINSANTE

Graphique 1.2 : Évolution du nombre cumulé de personnes vaccinées contre la COVID-19 d'avril à août 2021 au Cameroun



Source : Rapports de situation COVID-19, N°62 à 127, 2021-2022, CCOUSP / MINSANTE

INTRODUCTION

L'épidémie du coronavirus (COVID-19), apparue dans la ville de Wuhan en Chine en décembre 2019, s'est rapidement propagée en dehors de la Chine et a été déclarée comme pandémie mondiale le 11 mars 2020. Le premier cas a été déclaré au Cameroun le 6 mars de la même année et dès lors la maladie s'est répandue un peu partout sur le territoire national, entraînant ainsi un accroissement progressif du nombre de cas de personnes contaminées et des décès. Au 28 février 2021 (le 1^{er} passage de l'enquête s'étant déroulé en février 2021), le Cameroun enregistrait déjà environ 39 000 cas d'infection. Cet effectif est passé à 82 414 cas au 31 juillet 2021 (mois de réalisation du 2^e passage) puis à 119 924 cas au 30 avril 2022 (mois de réalisation du 3^e passage)¹.

En réponse à la pandémie, le Gouvernement, à la suite de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a pris le 17 mars 2020 une série de 17 mesures restrictives, complétées par 7 autres près de trois semaines après (le 09 avril). Ces mesures étaient, entre autres, la fermeture des frontières, la fermeture des lieux de loisirs tels que les bars, restaurants, la fermeture des établissements scolaires, la fermeture des frontières, la limitation du nombre de places dans les transports publics.

Ces mesures restrictives prises ont probablement eu des incidents importants sur la vie des ménages et l'économie nationale en générale. Malgré la levée de certaines de ces mesures restrictives en fin avril 2020, les conditions de vie des ménages restent sous la menace de cette pandémie. Cette dernière continue de faire des victimes au sein de la population et d'impacter négativement les activités économiques. La protection contre cette pandémie par la vaccination a également pris effet dans le pays. En effet, au 30 avril 2022, on enregistrait déjà 1 552 320 personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin.

Ce troisième passage de l'enquête panel² a pour objectif général d'évaluer les répercussions de la crise sanitaire due à la COVID-19 sur les activités des ménages, les sources de revenus et la consommation des ménages au Cameroun. Plus spécifiquement, il s'agit de répondre à quelques questions à savoir : Les populations sont-elles suffisamment informées sur la COVID-19 ? Quelles sont les mesures barrières adoptées au sein de la population ? Quelles sont les conséquences économiques et sociales de cette pandémie sur les activités et revenus des ménages ? A quel point les ménages sont-ils prêts à accepter de se faire tester ou vacciner contre cette maladie ? Telles sont quelques-unes des questions qui sont examinées dans ce rapport.

La présente note de politique a pour objectif de présenter les principaux résultats qui se dégagent de ces vagues d'enquête et de proposer des recommandations dont la mise en œuvre est susceptible d'améliorer la situation socioéconomique des ménages au Cameroun.

I. METHODOLOGIE

L'échantillon relatif à cette enquête a été conçu en vue de fournir des estimations pour un grand nombre d'indicateurs sur la situation du Coronavirus au niveau national, pour chacune des deux grandes métropoles (Yaoundé et Douala) et le reste du pays le cas échéant. Le Cameroun compte quatre opérateurs de téléphonie mobile (MTN, Orange, Viettel, Camtel). Chaque opérateur a été répertorié comme une strate d'échantillonnage et le tirage de l'échantillon s'est effectué en deux étapes. Dans chaque strate, un certain nombre de numéros ont été sélectionnés de façon aléatoire. Cette sélection a utilisé la méthode RDD (Random Digit Dialing) basée sur les numéros de téléphones mobiles où des numéros de téléphone aléatoires sont générés pour sélectionner un échantillon de

¹Dans ce rapport, les termes "passage" et "phase" seront utilisés pour signifier la même chose.

²Le rapport des deux précédents passages, dont la collecte de données s'est faite du 1^{er} au 28 février 2021 et du 21 juin au 21 juillet 2021 respectivement, a permis au Gouvernement d'avoir un aperçu des effets socioéconomiques de cette pandémie sur les conditions de vie des populations.

téléphone. Pour ce troisième passage, ce sont les 1 861 numéros de téléphone enquêtés avec succès (après apurement) au deuxième round qui ont servi d'échantillon pour l'interview).

Les données analysées dans cette note ont été collectées durant la période du 25 mars au 25 avril 2022 et concernent 1 411 ménages pour lesquels l'enquête a été complétée avec succès.

II. PRINCIPAUX RESULTATS

De l'analyse des données, il ressort les principaux résultats suivants :

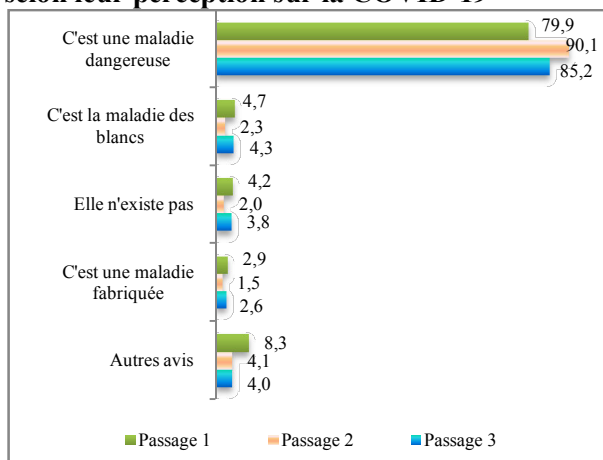


PERCEPTIONS DES CHEFS DE MENAGE SUR LA COVID-19

Résultat N°1: Une conscience permanente de la dangerosité de la COVID-19.

Parmi les chefs de ménage qui ont connaissance de l'existence de la maladie, près de neuf sur dix (85,2%) la trouvent dangereuse. Comparé au deuxième passage, cette proportion a faiblement baissé de 4,9 points de pourcentage, mais son niveau reste toujours élevé. Ce qui prouve que les populations sont toujours conscientes de la dangerosité de la maladie.

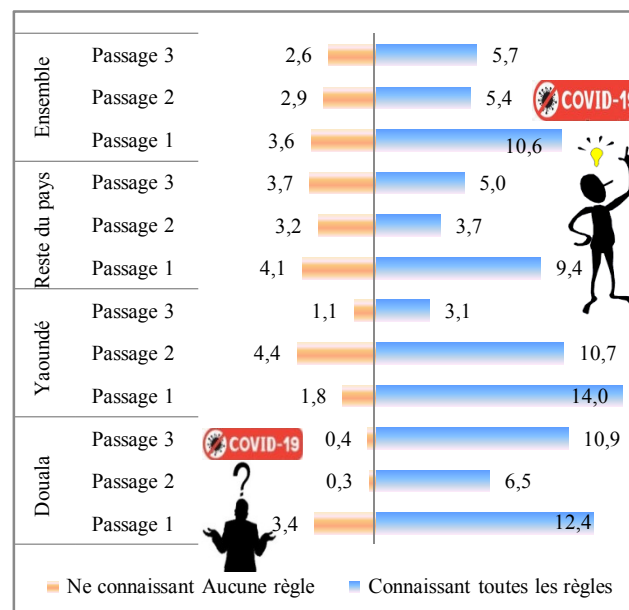
Graphique 1 : Répartition (%) de chefs de ménage ayant entendu parler de la COVID-19 selon leur perception sur la COVID-19



Source : EPICOVID-19, Février et Juillet 2021, Avril 2022

La proportion de chefs de ménage dont les opinions corroborent avec toutes les règles de lutte contre la COVID-19 est faible et se situe à 5,7% au 3^e passage, une quasi-stagnation de l'indicateur qui se situait à 5,4% au deuxième passage.

Graphique 2 : Proportion (%) de chefs de ménages dont les opinions corroborent avec toutes les règles de conduite et ceux dont les opinions ne corroborent avec aucune règle de conduite par domaine d'étude



Source : EPICOVID-19, Février, Juillet 2021 et Avril 2022

Résultat N°2: Le comportement à adopter face à un malade présentant un symptôme de COVID-19 le plus fréquemment cité demeure l'appel du numéro vert 1510.

Tout comme lors des deux premiers passages, plus de cinq chefs de ménage sur dix (53,4%) appelleraient le 1510, en présence d'un cas suspect de malade de COVID-19.

JOBS EMPLOI ET REVENU

Résultat N°3: Quelques-uns de ceux qui ont perdu leur emploi au cours de la période COVID-19 se sont réinsérés dans le marché de l'emploi.

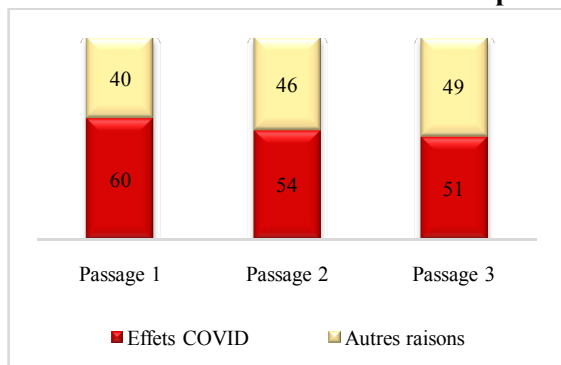
Le pourcentage de chefs de ménage ayant perdu leur emploi pendant la période de la

COVID-19 et qui sont toujours sans emploi au moment de l'enquête est passé de 3,8% en février 2021 à 2,5% en juillet 2021, et se situe à 1,9% en avril 2022. C'est dire que depuis février 2021, quelques-uns (1,9%) de ceux qui ont perdu leur emploi au cours de la période COVID-19 se seraient insérés à nouveau sur le marché de l'emploi.

Résultat N°4: La COVID-19 est la principale cause de perte d'emploi.

Tout comme aux précédents passages, plus de cinq ménages sur dix dont le chef a perdu son emploi pendant la période de la COVID-19 attribuent la perte de leur emploi à la pandémie.

Graphique 3 : Répartition (%) des chefs de ménage ayant perdu leurs emplois suivant que les raisons sont liées à la COVID-19 ou pas



Source : EPICOV-19, Février 2021, Juillet 2021 et Avril 2022

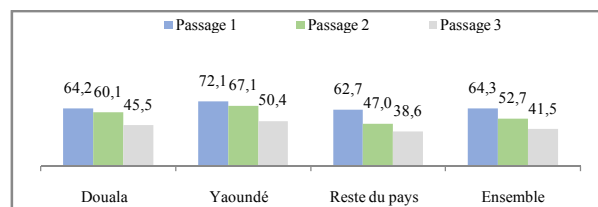
Résultat N°5 : Durant la pandémie, la baisse des revenus des ménages a été plus prononcée dans les deux grandes métropoles que sont Yaoundé et Douala.

Dans l'ensemble du pays, plus de cinq ménages sur dix (53%) ont connu une baisse des revenus issus de leurs entreprises familiales par rapport à la période d'avant les mesures barrières contre la pandémie ou d'avant les 30 derniers jours précédant l'enquête³. Le niveau de cet indicateur est plus élevé dans les métropoles de Yaoundé (67%) et Douala (60%) et moins dans le reste du pays (47%). L'évaluation faite au premier passage permettait déjà d'observer que cette baisse de revenus, comparativement à la période d'avant COVID-19 était plus importante dans les deux métropoles.

³Les périodes de référence étaient celle avant les mesures barrières pour le 1^{er} passage, et les 30 derniers jours pour les 2^e et 3^e passages.

Résultat N°6: Les personnes en emploi dans le commerce et l'agriculture demeurent les plus impactées par la baisse des revenus.

Graphique 4 : Pourcentage des ménages possédant une entreprise familiale dont le revenu a connu une baisse au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête



Source : EPICOV-19, Février 2021, Juillet 2021 et Avril 2022



VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Résultat N°7 : On observe un sentiment réfractaire des ménages à la vaccination contre le coronavirus.

S'agissant de l'acceptabilité du vaccin contre le coronavirus, seulement quatre chefs de ménage sur dix seraient prêts à se faire vacciner gratuitement. Le constat était déjà le même lors du premier passage qui a eu lieu durant le mois de février 2021.

Ce sentiment réfractaire à la vaccination est plus prononcé dans les villes de Douala (27%) et Yaoundé (30%) qui enregistrent les faibles pourcentages de ménages prêts à accepter le vaccin comparativement au reste du pays (45%).

Résultat N°8 : La non-confiance au vaccin et la crainte des effets secondaires éloignent les ménages du vaccin.

Les raisons de refus dudit vaccin les plus évoquées par les chefs de ménage sont : la non-confiance au vaccin (45,4%) et la peur des effets secondaires (25,9%).



CONSULTATION SANTÉ

DE

Résultat N°9 : La légère hausse de l'ampleur de la fréquentation du personnel de santé par les ménages.

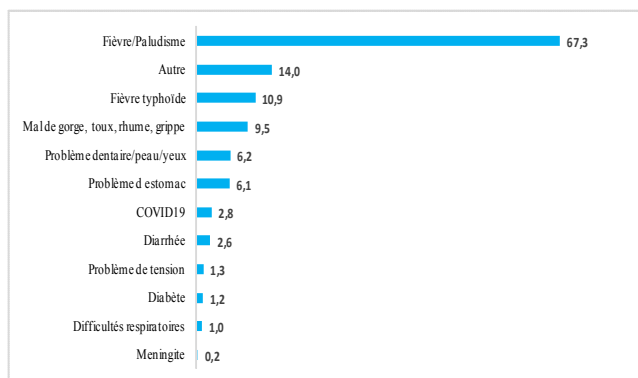
Les membres de 40,9% de ménages dans tout le pays ont consulté un professionnel de santé pour diverses pathologies au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête lors du passage du mois d'avril 2022. Aux premier et deuxième passages en février et juillet 2021, cette statistique était respectivement de 35,8% et 43%, soit une légère hausse de la consultation des professionnels de santé par les ménages dans l'ensemble du pays.

Cette évolution en dents de scie du pourcentage a été plus prononcée dans les deux grandes métropoles du pays que sont Yaoundé et Douala où la consultation d'un personnel de santé par les ménages est passé de 43,4% au 1^{er} passage à 36,1% au 2^e passage et s'est établi à 48% au 3^e passage à Yaoundé. A Douala, le pourcentage est passé de 44,1% à 34,1%, puis à 44,3%.

Résultat N°10 : La fièvre et le paludisme sont les premiers motifs de consultation au niveau des ménages.

« La fièvre/paludisme » est la pathologie ayant le plus conduit à la consultation pour les trois passages, et ceci indépendamment du lieu de résidence.

Graphique 5 : Fréquence des principales raisons de consultation des personnels de santé par les ménages depuis le début de la pandémie



Source : EPICOVID-19, Avril 2022

Résultat N°11 : On note qu'il y a une bonne prise en charge de tous les malades de COVID-19.

Dans la quasi-totalité (près de 100% dans toutes les strates aux 2^e et 3^e passage) des ménages ayant enregistré au moins une personne atteinte de la COVID-19, tous les malades ont reçu leur traitement. Lors du premier passage, ce pourcentage était de 83,9% au niveau national. Ce résultat traduirait le fait que l'assistance accordée par le Gouvernement aux ménages relativement au traitement contre la COVID-19 s'est améliorée avec le temps.

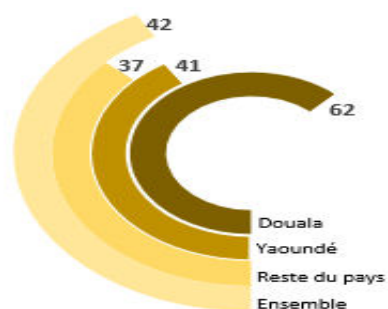


EDUCATION EN PERIODE DE LA COVID-19

Résultat N°12 : Un niveau de connaissance des mesures d'apprentissage en ligne promues par le MINESEC encore faible.

Moins de la moitié des ménages (42%) ayant des enfants en cours de scolarité est au courant de la mise en ligne des leçons sur le site du MINESEC.

Graphique 6 : Pourcentage de ménages ayant des enfants en cours de scolarité et informés de la mise en ligne des leçons sur le site du MINESEC



Source : EPICOVID-19, Avril 2022

Par ailleurs, les premières difficultés auxquelles les enfants sont confrontés dans l'apprentissage à la maison sont, entre autres, l'accès limité à l'électricité ou à l'éclairage, la mauvaise connexion à internet et le coût élevé d'internet.

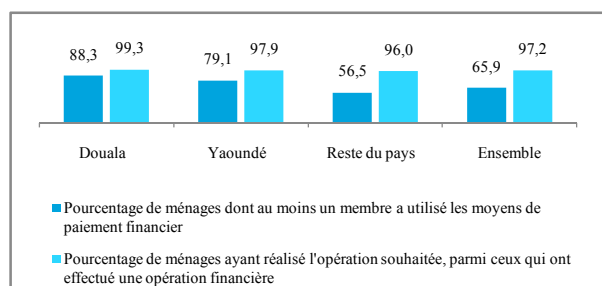


ACCES AUX SERVICES FINANCIERS EN PERIODE DE COVID-19

Résultat N°13 : Pratiquement pas d'impact perceptible sur l'accès aux services financiers.

Dans près de sept ménages sur dix, au moins un de ses membres a utilisé les moyens de paiement financiers pour réaliser des transactions et dans 97,2% ont pu réaliser l'opération souhaitée.

Graphique 7: Pourcentage de ménages dont au moins un membre a utilisé les moyens de paiement financier et pourcentage de ménage, parmi ceux ayant effectué une opération financière ayant réalisé l'opération souhaitée lors de l'enquête



Source : EPICOV-19, Avril 2022



SECURITE

ALIMENTAIRE

Résultat N°14 : Les produits de base sont disponibles mais leurs prix jugés élevés par les ménages.

De façon globale, pour chacun de trois principaux produits alimentaires de base⁴ de la région d'enquête, la quasi-totalité des ménages affirment leur disponibilité dans leur localité de résidence.

⁴Ces principaux produits sont obtenus à partir des précédentes opérations d'enquêtes (Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM), relevés mensuels des prix régulièrement faits par l'INS).

Au sujet de l'évolution des prix des produits de base, plus de 7 ménages sur 10 estiment que les prix des principaux produits alimentaires ont augmenté sur la période de mars à juin 2021 et celle des 30 derniers jours précédant l'enquête. Il est à noter que cette hausse est décrite depuis le premier passage qui a eu lieu en février 2021.

Résultat N°15 : Inquiétudes de la majorité des ménages à ne pas se nourrir convenablement au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête.

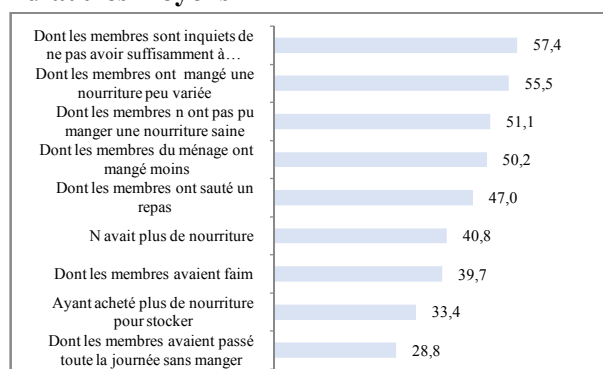
Au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête :

Sur la période des 30 derniers jours précédant l'enquête et par manque d'argent ou de ressources, la moitié des ménages ou plus :

- ont été inquiets de ne pas avoir suffisamment à manger par manque de ressource ou d'argent(57,4%) ;
- au moins l'un des membres a mangé une nourriture peu variée(55,5%) ;
- les membres n'ont pas pu manger une nourriture saine et nutritive (51,1%) ;
- les membres ont mangé moins qu'il n'en fallait (50,2%).

Les tendances obtenues à cette troisième phase sont semblables à celles obtenues lors des deux précédentes sur l'impact de la pandémie au Cameroun.

Graphique 8 : Proportion (%) de ménages ayant connu les situations d'insécurité alimentaire suivantes pour faute d'argent ou d'autres moyens



Source : EPICOV-19, Avril 2022

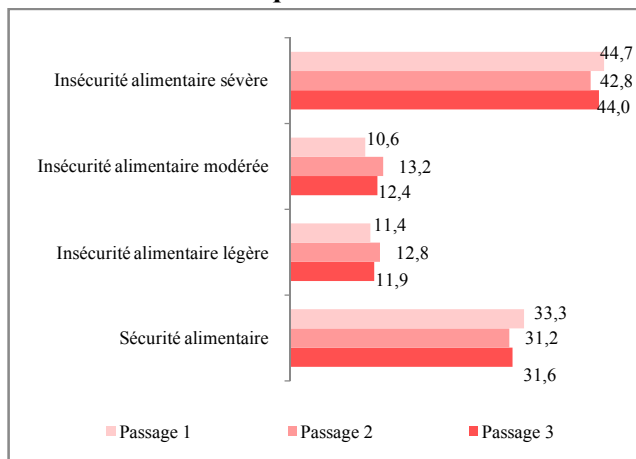
Indice agrégé sur la situation des ménages vis-à-vis de l'insécurité alimentaire

Cet indice⁵ permet de décliner le niveau d'exposition du ménage à l'insécurité alimentaire en ces moments de la pandémie de la COVID-19 et a été calculé sur la base de huit risques.

Ainsi, les ménages exposés à une insécurité alimentaire légère sont ceux touchés par au plus deux des risques ; ceux exposés à l'insécurité modérée sont touchés par trois ou quatre des risques ; et le groupe touché par au moins 5 des risques est celui des ménages exposés à l'insécurité sévère.

Des résultats obtenus, il ressort qu'au niveau global, environ 7 ménages sur 10 sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 44,0% en situation d'insécurité sévère, c'est-à-dire exposé à au moins cinq des huit risques. Ce dernier pourcentage était de 44,7% et 42,8% aux 1^{er} et 2^e passage respectivement).

Graphique 9: Répartition des ménages suivant la situation d'insécurité alimentaire suivant certaines caractéristiques



Source : EPICOVID-19, Février, Juillet 2021 et Avril 2022

Les ménages dirigés par les femmes sont plus en insécurité alimentaire sévère (48%, 45,7% et 48,1% aux 1^{er}, 2^e et 3^e passage respectivement) que ceux dirigés par les hommes (42,8%, 41,2% et 41,8% aux 1^{er}, 2^e et 3^e passage respectivement). De même, les

⁵ Consulter le document de référence de calcul de l'indice

ménages dont les chefs sont âgés de 65 ans ou plus sont plus vulnérables.

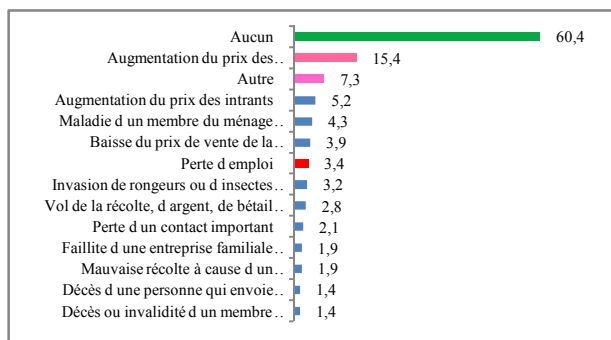


CHOCS SUBIS PAR LES MENAGES

Résultat N°16 : Hausse de l'ampleur des chocs au niveau des ménages principalement dû au fait de l'augmentation des prix des principaux aliments consommés.

près de 5 ménages sur 10 (49,8%)⁶ ont été affectés négativement par au moins un choc au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, avec des niveaux de sévérité différents. Comparativement aux précédentes phases, on note une hausse de cette ampleur à la troisième phase, de l'ordre de 10 points de pourcentage, après une baisse observée au second passage⁷ où plus de la moitié des ménages étaient affectés par la pandémie.

Graphique 10 : Proportion (%) de ménages ayant été affectés par un choc selon le type de choc



Source : EPICOVID-19, Avril 2022

Les chocs les plus subis par les ménages sont :

- l'augmentation du prix des principaux aliments consommés (15,4%),
- l'augmentation du prix des intrants (5,2%).

⁶ Ce pourcentage est le complément à 100 de ceux qui n'ont subi aucun choc (50,2%), modalité présentée dans le graphique.

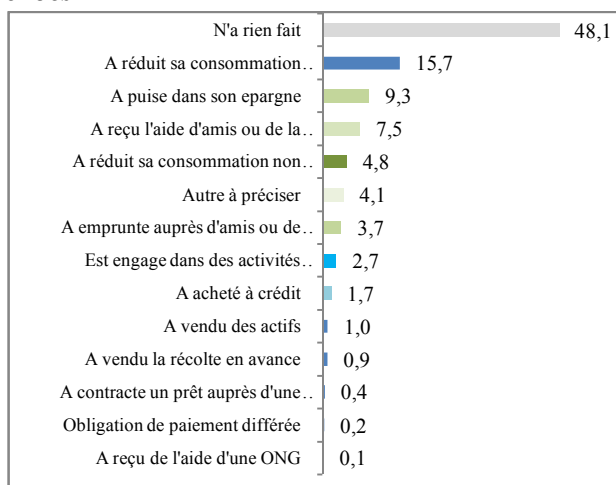
⁷ qui couvrait la période allant du 18 mars 2020 (date de l'entrée en vigueur de mesures restrictives).

Résultat N°17: Réduction de la consommation alimentaire et désépargne comme stratégies majeures de survie face aux différents chocs.

Un peu plus du tiers des ménages ont opté de réduire leur consommation alimentaire (15,7%), puiser dans leur épargne (9,3%), ou alors recevoir de l'aide des amis ou de la famille (7,5%) face aux chocs subis.

Relevons aussi que près de la moitié des ménages n'ont rien fait face à l'avènement des chocs. Le fait de subir un choc sans rien faire reflète l'absence d'un système de sécurité sociale robuste sur lequel les ménages peuvent s'appuyer en cas de difficultés.

Graphique 11 : Répartition des ménages selon les stratégies pour faire face aux différents chocs



Source : EPICOVID-19, Avril 2022

ASSISTANCE RECUE PAR LES MENAGES

Résultat N°18 : Une très faible ampleur de l'assistance reçue par les ménages depuis le début de la pandémie.

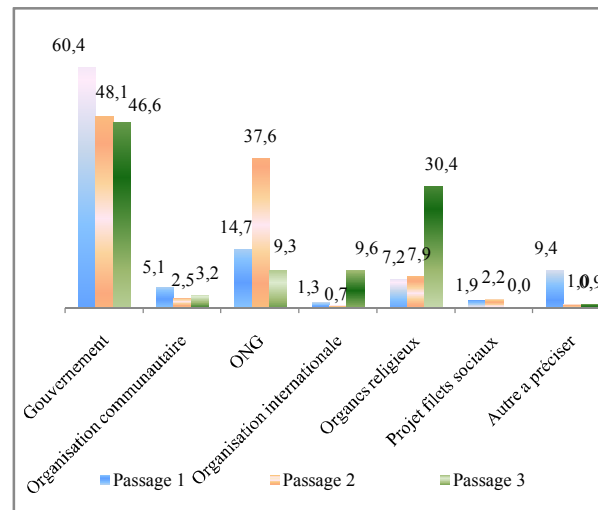
Moins de 6% des ménages, et ce quel que soit le type d'assistance déclarent avoir reçu une assistance quelconque depuis le début de la pandémie. On note une baisse constante sur les trois évaluations du pourcentage de

ménages dont au moins un membre en a reçu (5,7%, 4,7% et 2,9% respectivement à la 1^{ère}, 2^e et 3^e phase). Les ménages dirigés par des hommes ont plus reçu d'assistance que ceux dirigés par des femmes. Les types d'assistances reçues, au terme de la troisième évaluation, sont par ordre d'importance : la nourriture gratuite, les autres transferts en nature (à l'exclusion des aliments), et le transfert monétaire direct.

Résultat N°19 : Le Gouvernement demeure le premier acteur dans l'assistance aux ménages.

Au regard des différents acteurs ayant apporté leurs appuis dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19, l'on remarque que les assistances reçues par les ménages proviennent principalement du Gouvernement malgré la baisse progressive du pourcentage de ménages des bénéficiaires comme l'illustre le graphique 4.

Graphique 12: Proportion de ménages dont au moins un membre a reçu une assistance, selon l'origine de l'assistance



Source : EPICOVID-19, Février, Juillet 2021 et Avril 2022

Le constat était le même lors du premier passage qui a eu lieu au cours du mois de février 2021.

III. RECOMMANDATIONS

Les résultats obtenus permettent de faire quelques suggestions aux décideurs :

- Renforcer/continuer les campagnes de sensibilisation sur l'adoption des mesures préventives de la COVID-19 à travers les principaux canaux que sont : la télévision, la radio, les réseaux sociaux, etc. ;
- Soutenir les ménages à travers une aide financière aux plus nécessiteux ;
- Accroître la sensibilisation sur l'importance et l'efficacité du vaccin ;

- Accroître la médiatisation sur l'outil d'apprentissage à distance développé par le MINESEC pour plus d'adhésion au niveau des ménages ;
- L'entreprise en charge de l'énergie électrique (ENEO) doit réduire la fréquence des coupures d'électricité ;
- Poursuivre et renforcer le dispositif de contrôle des prix des produits de base et des intrants agricoles sur les marchés.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

INS (2020). Evaluation des effets socioéconomiques du Coronavirus (COVID-19) au Cameroun. Principaux résultats de l'enquête d'opinion réalisée auprès des ménages et des entreprises du 26 avril au 10 mai 2020- Phase 1. www.statistics-cameroon.org

Banque Mondiale. (June 2020). João Pedro Azevedo, Amer Hasan, Diana Goldemberg, Syedah Aroob Iqbal, Koen Geven Simulating the Potential Impacts of COVID-19 School Closures on Schooling and Learning Outcomes, A Set of Global Estimates, Policy Research Working Paper9284.

Joseph Waksberg. (Mars 1978). Sampling Methods for Random Digit Dialing, Vol.73, N°361. Journal of the American Statistical Association, Etc.

MINSANTE (2022),Rapports de situation COVID-19, N°62 à 127, 2021 à 2022.